NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Hôpital Pitié-Salpêtrière

Lundi 5 septembre 2022

Contre l'inflation : la lutte à tout prix !

Le gouvernement et une certaine presse se félicitent de ce que les salaires auraient augmenté : + 3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5 % pour les fonctionnaires, + 4 % pour les pensions et prestations sociales. Sauf qu'avec une inflation qui atteint déjà 6,1 % sur un an, il s'agit plutôt d'une sacrée baisse !

Après l'électricité, le gaz, l'essence, puis l'alimentaire, la hausse des prix gagne maintenant tous les produits. Cet été, les tarifs des hôtels ont pris 17 %, ceux des centres de vacances de 14 %. Avec la rentrée, c'est au tour du matériel scolaire, avec + 18 % sur les cahiers et + 20 % sur les feuilles.

Les prix augmentent, les dividendes aussi

Le gouvernement et les économistes en vue laissent entendre que les salaires seraient responsables de l'inflation. Le gouverneur de la Banque de France fait la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer : « tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire ». Mais les prix n'ont pas attendu les salaires pour décoller !

Avec ces hausses de prix, le patronat bat des records de profits. Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a ainsi réalisé 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2022, en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé du fait de la pénurie de composants électroniques. Chez Arkema, premier groupe chimique français, les bénéfices ont carrément bondi de 58 % au premier semestre 2022 ! Aux États-Unis, l'Economic Policy Institute estime que 54 % de la hausse des prix entre fin 2020 et fin 2021 est venue alimenter les profits. La « fin de l'abondance et de l'insouciance » dont Macron nous menace n'est pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires, en France et dans le monde.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Face à l'appauvrissement du monde du travail, le gouvernement se contente de mesurettes, dont il espère surtout qu'elles désamorceront les grèves, isolées mais nombreuses. Le gouvernement voudrait nous calmer avec un chèque énergie, un prétendu bouclier tarifaire sur le gaz et électricité, une subvention de 18 et désormais 30 centimes sur les carburants. Il ajoute un chèque alimentaire de 100 € par ménage et 50 € par enfant pour les bénéficiaires de minima sociaux. Même pas de quoi remplir un caddie aux prix actuels ! Et ces mesures ne coûtent pas un centime à un patronat qui s'engraisse de façon indécente, au point que Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, annonce qu'il « fera les comptes en fin d'année [pour voir] ce que les grandes entreprises [auront] mis sur la table pour protéger nos compatriotes contre l'inflation ». Blabla, car il annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les entreprises : autant de ces milliards qui finissent en dividendes.

L'urgence est à la hausse des salaires !

C'est la pénurie de conducteurs de bus, de personnel soignant, de profs et d'autres, qui s'explique par la faiblesse des salaires pour des conditions de travail insoutenables. Mais pour les patrons et l'État, tant que les profits rentrent, pourquoi embaucher ? Ils vont se réveiller quand notre colère et nos réactions collectives vont sonner la fin de ces paies minables et de ces charges de travail alourdies !

Il nous faut des hausses de salaire et une vie digne, et c'est à nous tous, le monde du travail, de les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers, éboueurs et d'autres). Et ces luttes continuent ! En France, des directions syndicales appellent à la mobilisation dans la santé le 22 et le 27 septembre et dans tous les secteurs le 29 septembre. Ce premier avertissement doit être massif, mais surtout, discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.



Trop d'aides-soignantes ? Et puis quoi encore ?!

Sous prétexte de lits fermés, la direction trouve qu'il ya trop d'aides-soignantes sur la Pitié : elle l'a dit explicitement dans une des dernières réunions au « sommet » avec les médecins. Après avoir fait partir des collègues, l'hôpital ferme des lits, et maintenant il supprime du personnel parce qu'on n'a pas assez de lits… Jusqu'à quand vont-ils jouer à ce jeu là ?

Othopédie à bout de nerfs, Urgences surchargées

Pendant l'été, l'orthopédie a opéré à tour de bras. Mais comme bien des lits sont fermés, il n'y a plus assez de place pour accueillir les patients après leur opération. La solution proposée ? ouvrir des lits ? embaucher ?
Vous n'y pensez pas ! Les patients ont été envoyés sur des brancards aux Urgences… qui ne sont pas déjà surchargées c'est bien connu ! Résultat : encore plus de patients à gérer pour les collègues des Urgences.

Fin de l'abondance ? Tous à la fondue savoyarde !

On en a sué cet été dans les services, surtout en août ! Certes la direction n'est pas responsable du climat… mais elle est bien responsable du matériel qui manque : ventilateur, clim, rideaux, volets ou encore fontaines à eau fonctionnelles, bon nombre de matériels font défaut ! Dans certains services, on a dû accrocher des draps aux fenêtres… Et même à 38 voire 40 degrés, on te demande d'en faire plus. Si c'est la surchauffe qu'ils veulent…

Braun est marron

À peine entré en poste, le nouveau ministre de la santé, François Braun a osé déclaré cet été à propos des hôpitaux : « la catastrophe annoncée ne s'est pas produite ». Le mec est content quoi. Ça se passe bien. Mais dans le monde réel, celui où on vit et où on travaille, c'est la catastrophe tous les jours. La pénurie de materiel, le sous-effectif, les salaires de misère…
Pour les patients, c'est des « pertes de chances », des décès évitables, des états de santé dégradés. L'Insee estime que « les décès totaux du mois de juillet 2022 sont supérieurs de 13% à ceux de juillet 2019 ». Pour Braun, cela n'a sans doute rien à voir avec le manque de personnel et la détresse des hôpitaux…

Trahi par les siens

Il a aussi affirmé : « Il n'y a pas de fermetures d'urgences, je crois qu'il faut arrêter avec ce terme ». Patatras ! Samu-Urgences de France, association dont il était le président avant de devenir ministre, a prouvé le contraire : rien qu'en juillet, 42 services d'urgences ont été contraints de réaliser une fermeture totale, de nuit, et 23 ont fermé totalement (jour et nuit). Leur « régulation ++», c'est en fait l'explosion des appels au Samu, les collègues régulateurs totalement dépassés, des délais d'attente allongés, des pertes de chance…

Logique patronale

Pénurie d'huile : on paie plus cher l'huile
Pénurie de moutarde : on paie plus cher la moutarde
Pénurie d'hospitaliers : … pénurie d'hospitaliers.

Et ça vaut aussi pour les profs, les chauffeurs de bus, les cheminots, etc. etc. !

Tout augmente sauf nos salaires ! Le 29 septembre, tous en grève pous nos salaires et des embauches !

Les profits battent des records, les prix aussi… C'est pas à l'assemblée que les « super-profits » seront taxés mais dans la rue, dans les grèves : à nous de mener le bras de fer comme les travailleurs anglais pour revendiquer 400 euros de plus par mois pour tous et des salaires qui suivent l'inflation !
Les syndicats appellent à la grève interprofessionnelle le 29 septembre… soyons nombreux !

À l'hôpital, les petits poucets…

Dans la Santé, la CGT appelle au 22 septembre (pourquoi pas le 29 avec tout le monde ??), et les syndicats FO-Cfdt-Unsa appellent au 27… Quelle dispersion ! De toutes façons, l'unité viendra de nos mobilisations, organisons-nous et faisons nous entendre parce qu'il y a urgence !
Personnel épuisé, sous-payé, en sous-sous-sous-effectif, services bondés, lits fermés, la situation est toujours plus catastrophique à l'hôpital. Et le gouvernement a ses fausses solutions : blâmer les patients, les trier à l'entrée de l'hôpital, aggraver notre exploitation au quotidien. Il est temps d'imposer nos vraies solutions : augmentation de salaire et embauches !

Macron reconnaîtra les siens

Agnès Buzyn, l'ancienne ministre de la santé, qui avait quitté le navire en pleine crise Covid, a été mise en examen fin 2021 pour « mise en danger de la vie d'autrui » dans sa gestion de l'épidémie – ni une ni deux, l'Elysée vient de la nommer « conseillère maître » à la Cour des comptes. Y en a qui savent se défendre entre eux !

Rentrée scolaire : élèves et profs dans la même galère

Pour la rentrée, l'Éducation nationale recherche des professeurs. Avec cinq ans d'études supérieures pour un salaire de 1451 euros par mois la première année, les candidats ne se bousculent pas. Le ministère va embaucher des milliers de contractuels. Déjà près de 10 % des profs du secondaire (collèges et lycées) sont dans cette situation : sans garantie d'être embauchés d'une année sur l'autre, ni même d'être payés pour les périodes de vacances, formés en quatre jours au mieux, sans savoir à l'avance à quelle classe on va enseigner.
Histoire d'enseigner dès le plus jeune âge à quoi ressemble la précarité ?